



Les droits de douane américains affectent de larges pans de l'économie d'exportation suisse

L'essentiel en bref:

- economie suisse a mené une enquête auprès d'entreprises et d'associations de branche sur les conséquences des nouveaux droits de douane américains. Près de la moitié des entreprises interrogées sont affectées par ces droits de douane
- Les principales raisons évoquées sont une baisse potentielle de la demande aux États-Unis, suivie d'un ralentissement économique généralisé et de l'avantage concurrentiel conféré aux concurrents de pays où les droits de douane sont inférieurs
- Il incombe aux milieux politiques d'agir là où ils le peuvent sur le plan intérieur

La semaine dernière, les États-Unis ont annoncé l'introduction de nouveaux droits de douane. Depuis le 5 avril, des droits de douane de base de 10% sont appliqués sur toutes les importations aux États-Unis. S'y ajoutent désormais des droits de douane à l'importation spécifiques à chaque pays (depuis le 9 avril). Les exportations suisses destinées aux États-Unis sont désormais frappées par des droits de douane excessifs de 31%. Les droits de douane américains annoncés frappent durement l'économie d'exportation suisse. Ils créent une incertitude considérable et détériorent la compétitivité des entreprises suisses. Et ce, dans une période où les perspectives en matière d'exportation sur d'autres marchés

importants sont d'ores et déjà assombries.

Peu après l'annonce des droits de douane américains, l'économie suisse a mené une enquête auprès d'entreprises et d'organisations sectorielles pour connaître leurs réactions. L'enquête montre que l'incertitude est grande en ce moment. Près de la moitié des branches et des entreprises interrogées sont fortement affectées par les droits de douane américains.

De nombreuses entreprises s'attendent à un recul de la demande

Le marché américain est un débouché important pour de nombreuses entreprises suisses. Celui-ci avait gagné en importance pour les entreprises ces dernières années, en raison de la perte de vitesse d'autres marchés, comme l'UE ou la Chine. L'enquête révèle que 50% des branches et des entreprises interrogées s'attendent à un recul de la demande en raison des droits de douane élevés prélevés par les États-Unis sur les produits suisses – tant du côté des consommateurs que des clients commerciaux. Parmi les entreprises interrogées, plusieurs ont également déclaré être concernées indirectement par les droits de douane américains, en tant que fournisseurs d'entreprises exportatrices par exemple. Beaucoup craignent en outre un ralentissement de l'économie mondiale du fait des droits de douane, ce qui entraînerait une baisse généralisée de la demande.

Les entreprises s'attendent en outre à des problèmes dans les chaînes de valeur, à des désavantages concurrentiels par rapport à des concurrents actifs dans des pays où les droits de douane sont inférieurs, à un relèvement des droits de douane sur d'autres marchés ainsi qu'à une baisse des marges.

Des ajustements difficiles à court terme

Quelque 80% des entreprises interrogées n'ont pas encore envisagé ou mis en place de mesures pour atténuer l'effet des décisions américaines à court terme. Elles sont en revanche en train d'examiner des mesures pour atténuer les droits de douane américains à moyen et long termes. Les entreprises envisagent ainsi de se tourner vers d'autres pays où les droits de douane sont moins élevés. Elles examinent par ailleurs la possibilité d'adapter des contrats afin de répercuter les droits de douane sur les importateurs américains. Des clarifications sont également en cours pour savoir dans quelle mesure il est possible de diversifier davantage les débouchés.

Les entreprises interrogées soulignent par ailleurs qu'il est difficile de procéder à des ajustements à court terme. C'est pourquoi elles sont nombreuses à espérer que leurs produits continueront d'être exemptés des droits de douane américains, ou qu'ils pourront l'être.

Agir là où c'est possible sur le plan intérieur

Les associations sectorielles et entreprises interrogées attendent désormais du Conseil fédéral qu'il mette tout en œuvre pour réduire par la voie diplomatique ces droits de douane d'un niveau injustifié. La Suisse dispose de solides arguments économiques en sa faveur. Elle est le sixième investisseur étranger et même le premier dans le domaine de la recherche-développement.

Cela dit, il faut aussi agir où cela est possible sur le plan intérieur. Il faut tout faire pour accroître l'attractivité de la Suisse. Il est ainsi essentiel d'éviter des réglementations inutiles et des charges financières supplémentaires pour les entreprises. Tous les projets législatifs ayant un impact sur les entreprises doivent faire l'objet d'un examen rigoureux. Dans le contexte actuel, des mesures d'allègement ciblées sont nécessaires pour préserver la compétitivité.

L'enquête d'économiesuisse a été menée les 3 et 4 avril derniers. Au total, 94 associations sectorielles et entreprises ont participé à cette enquête, qui couvre toutes les régions de Suisse. L'analyse reflète l'état d'esprit actuel de l'économie suisse. Les réponses n'ont pas été pondérées et les résultats ne prétendent pas être représentatifs.